



## Jérusalem – quartier Sheikh Jarrah.... 28 familles palestiniennes, soit environ 500 palestinien(e)s menacé(e)s de transfert forcé....

**Les familles de Sheikh Jarrah envoient une lettre à la Cour pénale internationale pour demander une enquête urgente sur leur déplacement forcé imminent, soutenue par 190 organisations**



Partager



Le 22 avril 2021, les représentants de 28 familles palestiniennes, soit environ 500 Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est occupée, et 191 organisations qui les soutiennent, ont envoyé une lettre au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), demandant d'inclure de toute urgence le déplacement forcé imminent des Palestiniens de Sheikh Jarrah dans l'enquête ouverte sur la situation dans l'État de Palestine. Plus précisément, les familles demandent à son Bureau d'inclure dans l'enquête les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui y sont liés, notamment le transfert forcé, l'appropriation de biens, la persécution, l'apartheid et d'autres actes inhumains causant de grandes souffrances ou des atteintes graves à la santé, notamment mentale, du fait de leurs expulsions forcées.

La lettre souligne qu'à la suite de la décision des tribunaux israéliens en faveur des procès d'expulsion intentés par une organisation de colons, 87 Palestiniens du quartier sont exposés à un risque imminent d'expulsion forcée, dont quatre familles d'ici le 2 mai 2021 et trois autres familles d'ici le 1er août 2021.

Expliquant que les expulsions forcées actuelles constitueraient leur deuxième ou troisième déplacement forcé, les familles de Sheikh Jarrah ont souligné qu'elles avaient été déplacées de force de leurs maisons dans des villes et villages palestiniens lors de la Nakba, et que leur droit inaliénable de retourner dans leurs maisons et propriétés était toujours refusé depuis 1948. Elles ont également souligné l'environnement coercitif auquel elles sont soumises à Jérusalem, qui vise à transformer la composition démographique de la ville afin de garantir le contrôle de Jérusalem par les Juifs israéliens et de provoquer le déplacement des Palestiniens.

Les familles de Sheikh Jarrah continuent d'endurer une bataille juridique longue, épuisante et inabordable depuis 1972 afin de faire face aux poursuites d'expulsion engagées contre elles par une organisation de colons devant les tribunaux israéliens, qui appliquent illégalement le droit interne israélien discriminatoire au territoire occupé. Les familles cherchent maintenant à obtenir des comptes devant la CPI.

Dans leur lettre, les familles de Sheikh Jarrah demandent au Bureau du Procureur de condamner publiquement les expulsions forcées imminentes des Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah, d'enquêter de toute urgence sur cette affaire dans le cadre de la Situation de la Palestine et d'intervenir pour empêcher le déplacement de ces familles palestiniennes de leurs maisons. Les familles sont soutenues dans leur appel par 191 organisations, dont des organisations palestiniennes, israéliennes, régionales et internationales de défense des droits de l'homme ; des coalitions palestiniennes représentant plus de 140 organisations de la société civile palestinienne ; des groupes de solidarité avec la Palestine ; des groupes confessionnels ; des groupes indigènes ; des groupes de justice raciale ; et des groupes d'étudiants, notamment

Al-Haq,  
Al Mezan Center for Human Rights,  
American Muslim Bar Association,  
the Arab-American Anti-Discrimination  
Committee,  
Arab Organization for Human Rights,  
B'Tselem – The Israeli Information  
Center for Human Rights in the  
Occupied Territories,

Cairo Institute for Human Rights  
Studies,  
the Center for Constitutional Rights,  
Grassroots Jerusalem,  
the International Federation for Human  
Rights (FIDH),  
ICAHN (The Israeli Committee Against  
House Demolitions),  
Jewish Voice for Peace,  
the National Lawyers Guild,

Norwegian People's Aid,  
Pax Christi International,  
Palestinian Centre for Human Rights,  
Palestinian NGOs Network,  
Palestinian Human Rights  
Organizations Council (PHROC),  
The Red Nation,  
US Campaign for Palestinian Rights  
and War on Want.